

PARTE SECONDA

**ATTI
DEL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE**

Decreto 10 marzo 1999, n. 128.

Espropriazione dei terreni necessari ai lavori di costruzione opere di presa sorgente idrica di Planet nel Comune di GIGNOD. Decreto di fissazione indennità e contributo.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

1) Ai fini dell'espropriazione degli immobili siti in Comune di GIGNOD e ricompresi nella zona «E» del P.R.G.C., necessari per i lavori di costruzione opere di presa sorgente idrica di Planet l'indennità provvisoria ed il contributo regionale integrativo, determinati rispettivamente ai sensi della legge 22.10.1971, n. 865 e successive modificazioni e della legge regionale 11.11.1974, n. 44 e successive modificazioni, sono determinati come segue:

ELENCO DITTE

PRINCE Anna n. ad AOSTA il 18.07.1936
F. 21 – map. 1069 di mq. 778 – Pri
Indennità: L. 2.700.440
Contributo reg.le int.: L. 8.559.280

2) In caso di cessione volontaria dei terreni interessati e di contestuale accettazione dell'indennità offerta le indennità di espropriazione ed il relativo contributo regionale, ove previsto, saranno soggetti alle maggiorazioni prescritte dalle leggi vigenti in materia.

3) Il Sindaco del Comune di GIGNOD è incaricato, ai sensi di legge, dell'offerta alle ditte espropriande dell'ammontare delle indennità provvisorie determinate con il presente provvedimento, a nome e per conto di questa Presidenza.

Aosta, 10 marzo 1999.

Il Presidente
VIÉRIN

Decreto 11 marzo 1999, n. 131.

Rinnovo alla Compagnia Valdostana delle Acque (C.V.A.) S.p.A., per la durata di anni trenta, della sub-

DEUXIÈME PARTIE

**ACTES
DU PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL**

Arrêté n° 128 du 10 mars 1999,

portant détermination de l'indemnité provisoire et de la subvention régionale afférentes à l'expropriation des terrains nécessaires à la réalisation de la prise d'eau de la source de Planet, dans la commune de GIGNOD.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

arrête

1) Aux fins de l'expropriation des terrains nécessaires à la réalisation de la prise d'eau de la source de Planet, dans la commune de GIGNOD, et compris dans la zone E du PRGC, l'indemnité provisoire et la subvention régionale complémentaire, déterminées respectivement au sens de la loi n° 865 du 22 octobre 1971 modifiée et de la loi régionale n° 44 du 11 novembre 1974 modifiée, sont fixées comme suit :

LISTE DES PROPRIÉTAIRES

HENRIET Attilia n. ad AOSTA il 04.07.1936
F. 21 – map. 1011 di mq. 902 – Pri
F. 21 – map. 681 di mq. 1250 – Pri
Indennità: L. 7.469.590
Contributo reg.le int.: L. 23.675.530

2) En cas de cession volontaire des terrains en question et d'acceptation de l'indemnité proposée, l'indemnité d'expropriation et l'éventuelle subvention régionale font l'objet des majorations prévues par les lois en vigueur en la matière ;

3) Le syndic de la commune de GIGNOD est chargé de communiquer aux propriétaires concernés, au sens de la loi, le montant des indemnités provisoires fixées par le présent arrêté, au nom et pour le compte de la Présidence du Gouvernement régional.

Fait à Aoste, le 10 mars 1999.

Le président,
Dino VIÉRIN

Arrêté n° 131 du 11 mars 1999,

portant renouvellement, pour trente ans, à la Compagnie Valdôtaine des Eaux (C.V.A.) SpA, de la subconces-

concessione di derivazione d'acqua dal torrente Lys, nei Comuni di ISSIME e GABY, assentita con R.D. n. 1379 in data 11.04.1941 alla Società ILSSA e trasferita alla C.V.A. S.p.A. con D.P.G.R. n. 390 del 06.06.1997, ad uso idroelettrico.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

Art. 1

Fatti salvi i diritti dei terzi, è rinnovata alla COMPAGNIA VALDOSTANA DELLE ACQUE S.p.A. (C.F. 00531820074), con sede in AOSTA, Corso Battaglione Aosta n. 24, giusta la domanda presentata in data 17.11.1998, la subconcessione di derivare dal torrente Lys, nei Comuni di ISSIME e GABY, a quota 972,75 m.s.m., moduli max. 60 (litri al minuto secondo seimila) e medi 41,9 (litri al minuto secondo quattromilacentonovanta) di acqua, per produrre, sul salto di mt. 67,162 la potenza nominale media annua di Kw. 2.758,91, assentita con R.D. n. 1379 in data 11.04.1941.

Art. 2

Salvo i casi di rinuncia, decadenza o revoca, la durata del rinnovo della subconcessione sarà di anni 30 (trenta) successivi e continui, decorrenti dal 17.02.1999, subordinatamente all'osservanza delle condizioni stabilite nel disciplinare di concessione n. 462 di rep. in data 27.09.1940 e disciplinare suppletivo n. 468 di rep. in data 26.11.1940, con l'obbligo del pagamento anticipato, presso la Tesoreria dell'Amministrazione regionale del canone annuo di lire 59.804.900 (cinquantanovemilioniottoquattromilanovecento), in ragione di lire 21.677 per ogni Kw. sulla potenza nominale media annua di Kw. 2.758,91, ai sensi dell'art. 1 del Decreto del Ministero delle Finanze 20 marzo 1998.

La Società subconcessionaria è obbligata ad adeguare la derivazione, nell'arco temporale massimo di dieci anni, decorrenti dal 16.02.1999 (data di scadenza dell'originaria concessione) alle disposizioni di cui al punto 3.2.c. dell'allegato 1A (Modalità di applicazione del valore di minimo deflusso vitale) della deliberazione del Consiglio regionale n. 1193/X in data 22.02.1995.

La C.V.A. S.p.A. dovrà inoltre osservare le disposizioni che verranno eventualmente impartite dall'Ufficio Dighe di questo Assessorato, ai sensi della L.R. 17.06.1992, n. 24.

Art. 3

L'Assessorato Territorio, Ambiente e Opere Pubbliche e

sion pour la dérivation des eaux du Lys, dans les communes d'ISSIME et de GABY, accordée par le DR n° 1379 du 11 avril 1941 à la société ILSSA et transférée à la C.V.A. SpA par l'arrêté du président du Gouvernement régional n° 390 du 6 juin 1997, en vue d'un usage hydro-électrique.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

arrête

Art. 1^{er}

Sans préjudice des droits des tiers, il est renouvelé à la COMPAGNIE VALDÔTAINE DES EAUX SPA (CF 00531820074) – dont le siège est situé à AOSTE, 24, avenue du Bataillon "Aosta" – conformément à la demande déposée le 17 novembre 1998, la subconcessione pour la dérivation du Lys, dans les communes d'ISSIME et de GABY, à une altitude de 972,75 mètres, de 60 modules d'eau (six mille litres par seconde) au maximum et 41,9 modules en moyenne (quatre mille cent quatre-vingt-dix litres par seconde) pour produire, sur une chute de 67,162 mètres, une puissance nominale moyenne de 2 758,91 kW par an, accordée par le DR n° 1379 du 11 avril 1941.

Art. 2

La durée du renouvellement de la subconcession – sauf en cas de renonciation, caducité ou révocation – est fixée à 30 (trente) ans consécutifs à compter du 17 février 1999. Les conditions établies par le cahier des charges de subconcession n° 462 du 27 septembre 1940 et le cahier des charges supplémentaire n° 468 du 26 novembre 1940 doivent être respectées. La société susmentionnée est tenue de verser à l'avance, à la trésorerie de l'Administration régionale, une redevance annuelle de 59 804 900 L (cinquante-neuf millions huit cent quatre mille neuf cent), à raison de 21 677 L par kW, sur ladite puissance nominale moyenne de 2 758,91 kW par an, au sens de l'art. 1^{er} du décret du ministre des finances du 20 mars 1998.

Le concessionnaire est tenu de conformer la dérivation, dans un délai de dix ans au maximum à compter du 16 février 1999 (date d'expiration de la concession initiale) aux dispositions visées au point 3.2.c. de l'annexe 1A (Modalités d'application de la valeur du débit minimum vital) de la délibération du Conseil régional n° 1193/X du 22 février 1995.

La C.V.A. SpA doit également respecter les dispositions éventuellement établies par le Bureau des digues de l'Assessorat du territoire, de l'environnement et des ouvrages publics, au sens de la LR n° 24 du 17 juin 1992.

Art. 3

L'Assessorat régional du territoire, de l'environnement et

l'Assessorato del Bilancio, Finanze e Programmazione della Regione, ognuno per la propria competenza, sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto.

Aosta, 11 marzo 1999.

Il Presidente
VIÉRIN

Arrêté n° 132 du 11 mars 1999,

portant subconcession pour la durée de trente ans à compter de la date de l'arrêté de subconcession, à Mme FORNERIS Patrizia et à MM RADIN Piero et RADIN Mauro, de dérivation d'eau du puits sondé en la localité Combal de COURMAYEUR, pour usage domestique.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

arrête

Art. 1^{er}

Sans préjudice des droits des tiers, il est subconcedé à Mme FORNERIS Patrizia et à MM RADIN Piero et RADIN Mauro, conformément à la demande déposée le 17 novembre 1997, de dériver, du puits sondé en la localité Combal de COURMAYEUR, du premier juin au trente septembre de chaque année, 0,001 module en moyenne (zéro virgule un litres/seconde) d'eau pour l'approvisionnement hydrique du bâtiment destiné à bar-buffet, situé en la même localité et de propriété des requérants.

Art. 2

La durée de la subconcession, sauf en cas de renonciation, caducité ou révocation, est fixée à trente ans consécutifs, à compter de la date du présent arrêté. Les conditions établies par le cahier des charges de subconcession n° 13008 du 21 janvier 1999 doivent être respectées. Aucune redevance n'est due de la part des usagers, car l'usage domestique en est exempt, aux termes de l'article 9 alinéa 2 de la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948.

Art. 3

L'Assessorat du Territoire, de l'Environnement et des Ouvrages Publics et l'Assessorat du Budget, des Finances et de la Programmation de la Région sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aoste, le 11 mars 1999.

Le président,
Dino VIÉRIN

des ouvrages publics et l'Assessorat régional du budget, des finances et de la programmation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aoste, le 11 mars 1999.

Le président,
Dino VIÉRIN

Decreto 11 marzo 1999, n. 132

Subconcessione, per la durata di anni trenta a decorrere dalla data del decreto di subconcessione, alla signora Patrizia FORNERIS e ai signori Piero RADIN e Mauro RADIN, di derivazione d'acqua dal pozzo sondato in località Combal di COURMAYEUR, ad uso domestico.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

Art. 1

Fatti salvi i diritti dei terzi, è subconcesso alla signora Patrizia FORNERIS e ai signori Piero RADIN e Mauro RADIN, giusta la domanda presentata in data 17.11.1997, di derivare dal pozzo sondato in località Combal di COURMAYEUR, dal primo giugno al trenta settembre di ogni anno, moduli medi 0,001 (litri al minuto secondo zero virgola uno), per il rifornimento idrico del bar-buffet sito nella suddetta località e appartenente ai richiedenti.

Art. 2

Salvo i casi di rinuncia, decadenza o revoca, la durata della subconcessione sarà di anni trenta successivi, decorrenti dalla data del presente decreto, subordinatamente all'osservanza delle condizioni stabilite nel disciplinare di subconcessione n. 13008 di repertorio in data 21.01.1999, dando atto che trattandosi di derivazione d'acqua per uso domestico nessun canone è dovuto, ai termini dell'articolo 9, secondo comma, della legge costituzionale 26.02.1948, n. 4.

Art. 3

L'Assessorato Territorio, Ambiente e Opere Pubbliche e l'Assessorato Bilancio, Finanze e Programmazione della Regione, ognuno per la propria competenza, sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto.

Aosta, 11 marzo 1999.

Il presidente
VIÉRIN

Ordinanza 11 marzo 1999, n. 133.

Profilassi dell'anemia infettiva equina – Anno 1999.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

dispone

Art. 1

Tutti gli equini, di età superiore a sei mesi, presenti sul territorio regionale, dovranno essere sottoposti agli accertamenti per la diagnosi di anemia infettiva equina, al fine del riconoscimento ufficiale di «indenne da anemia infettiva» secondo le modalità previste dal D.M. 4 dicembre 1976 e successive modificazioni.

I detentori di equini dovranno segnalare la presenza degli animali al Servizio di Sanità Animale del Dipartimento di prevenzione dell'U.S.L.

Art. 2

I prelievi diagnostici di cui all'art. 1 del presente provvedimento saranno eseguiti dai veterinari dipendenti e convenzionati del Servizio di Sanità Animale del Dipartimento di Prevenzione dell'U.S.L.

Art. 3

I veterinari dovranno inviare i campioni di sangue, scortati da apposita scheda, presso la sezione di AOSTA dell'Istituto Zooprofilattico Sperimentale del Piemonte, Liguria e Valle d'Aosta.

Le schede di cui sopra saranno disponibili presso la stessa sezione zooprofilattica.

Art. 4

Gli equini risultati infetti dovranno essere immediatamente sottoposti ad isolamento, sequestro e vigilanza veterinaria, fino alla morte o alla macellazione, in sedi o ricoveri isolati e sottoposti, come tali, alle misure sanitarie previste dall'art. 99 del vigente Regolamento di Polizia Veterinaria.

Art. 5

Tutti gli equini eventualmente conviventi con quelli riconosciuti infetti dovranno essere saggati con la prova di Coggins. Gli animali con esito negativo a tale prova non potranno essere allontanati sino a quando non saranno conclusi i controlli periodici di cui al successivo articolo 6.

Art. 6

Il divieto di spostamento può essere rimosso quando, dalla data in cui gli equini infetti sono stati eliminati, gli anima-

Ordonnance n° 133 du 11 mars 1999,

portant mesures de prophylaxie contre l'anémie infectieuse des équidés, au titre de 1999.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

arrête

Article 1^{er}

Tout équidé de plus de six mois présent sur le territoire régional doit subir les tests pour le dépistage de l'anémie infectieuse des équidés, afin d'obtenir le statut officiel d'«indemne d'anémie infectieuse», selon les modalités visées au DM du 4 décembre 1976 modifié.

Les détenteurs d'équidés sont tenus de signaler la présence de leurs animaux au Service de santé animale du Département de prévention de l'USL.

Article 2

Les prélèvements diagnostiques visés à l'article 1^{er} de la présente ordonnance sont effectués par les vétérinaires du Service de santé animale du Département de prévention de l'USL et par les vétérinaires conventionnés avec ce dernier.

Article 3

Les vétérinaires doivent envoyer les échantillons de sang, assortis de la fiche prévue à cet effet, à la section d'AOSTE de l'«Istituto Zooprofilattico Sperimentale del Piemonte, Liguria e Valle d'Aosta».

Les fiches visées ci-dessus peuvent être retirées à ladite section zooprophy lactique.

Article 4

Les équidés infectés doivent être immédiatement isolés et soumis à saisie et contrôle vétérinaire, jusqu'à leur mort ou abattage, dans des endroits ou abris prévus à cet effet et soumis aux mesures sanitaires visées à l'article 99 du règlement de police vétérinaire en vigueur.

Article 5

Tous les équidés côtoyant des animaux infectés doivent passer le test de Coggins. Les animaux ayant obtenu un résultat négatif ne peuvent être déplacés jusqu'à la fin des contrôles périodiques visés à l'article 6 de la présente ordonnance.

Article 6

L'interdiction visée ci-dessus reste en vigueur à compter de la date d'abattage des animaux infectés jusqu'à ce que les

li restanti abbiano reagito negativamente a due test di Coggins effettuati a un intervallo di tre mesi.

Art. 7

Gli equini possono essere movimentati solo se sottoposti con esito favorevole a visita sanitaria 48 ore prima della partenza, nel caso in cui siano scortati dal certificato di cui all'art. 7 del D.M. 4 dicembre 1976, corredato dalla scheda segnaletica di identificazione.

È consentita però la movimentazione di cavalli sul territorio nazionale, compresi quelli destinati a partecipare esclusivamente a manifestazioni ippico-sportive, senza la visita sanitaria da effettuarsi quarantotto ore prima della partenza, a condizione che gli animali siano scortati da un documento di identificazione rilasciato da un'associazione, ente o organismo, ufficialmente riconosciuto, che gestisce cavalli per competizioni o corse o dal «Documento di Identificazione e Sanità Equini», predisposto dall'Amministrazione Regionale, su cui dovranno essere annotati gli esiti degli accertamenti per la diagnosi dell'anemia infettiva degli equini (accertamento negli ultimi 12 mesi per gli equini provenienti da scuderie indenni, prova negli ultimi trenta giorni negli altri casi).

Art. 8

Gli equini introdotti in Valle d'Aosta da altre regioni devono provenire da impianti indenni da anemia infettiva e se sono di età superiore a sei mesi essere stati sottoposti da non più di dodici mesi alla prova di Coggins con esito negativo.

All'acquirente è fatto obbligo di segnalare le suddette introduzioni al Servizio di Sanità Animale del Dipartimento di Prevenzione dell'U.S.L. della Valle d'Aosta, entro otto giorni dall'arrivo degli animali.

Art. 9

L'importazione e l'esportazione di equini da e verso altri Stati membri sono consentite soltanto se sono rispettate le norme contemplate nel D.P.R. 11 febbraio 1994, n. 243 Capo II art.li 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 8 - 9.

Art. 10

L'importazione di equini da Paesi terzi è autorizzata soltanto se sono rispettate le condizioni previste dal D.P.R. n. 243 dall'11 febbraio 1994, Capo III art.li 11 - 12 - 13 e 14.

Art. 11

Un allevamento equino sarà riconosciuto indenne da anemia infettiva equina quando presenterà le seguenti condizioni:

- a) tutti gli animali che non abbiano manifestato, da almeno tre mesi, sintomi riferibili all'anemia infettiva degli equini;

animaux restants obtiennent un résultat négatif à deux tests de Coggins effectués à une intervalle de trois mois.

Article 7

Les équidés peuvent être déplacés uniquement s'ils ont obtenu un résultat favorable lors d'une visite sanitaire effectuée 48 heures avant leur départ et doivent être accompagnés du certificat visés à l'art. 7 du DM du 4 décembre 1976 et de leur fiche d'identité.

Toutefois, les chevaux, y compris ceux destinés uniquement à participer à des manifestations hippiques et sportives, peuvent être déplacés sur le territoire national sans avoir été soumis à la visite sanitaire susmentionnée, à condition qu'ils soient accompagnés d'une fiche d'identité délivrée par des associations, établissements ou organismes officiellement agréés gérant des chevaux destinés aux compétitions ou aux courses, ou bien du livret d'identification et de santé des équidés établi par l'Administration régionale. Sur ce dernier doivent être enregistrés les résultats des tests de dépistage de l'anémie infectieuse des équidés, effectués dans les 12 derniers mois en cas d'animaux provenant d'élevages indemnes, dans les trente derniers jours dans tous les autres cas.

Article 8

Les équidés introduits en Vallée d'Aoste et provenant d'autres régions italiennes doivent être issus d'élevages déclarés officiellement indemnes d'anémie infectieuse et, s'ils sont âgés de plus de six mois, avoir obtenu un résultat négatif à un test de Coggins effectué depuis moins de douze mois.

L'acheteur est tenu de signaler l'introduction desdits animaux dans son élevage au Service de santé animale du Département de prévention de l'USL dans les huit jours qui suivent leur arrivée.

Article 9

L'importation et l'exportation d'équidés dans le cadre de l'Union européenne sont autorisées uniquement si les dispositions prévues par les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du Chap. II du DPR n° 243 du 11 février 1994 sont respectées.

Article 10

L'importation d'équidés provenant de pays tiers est autorisée uniquement si les conditions prévues par les articles 11, 12, 13 et 14 du Chap. III du DPR n° 243 du 11 février 1994 sont respectées.

Article 11

Un élevage d'équidés est reconnu indenne d'anémie infectieuse des équidés lorsqu'il répond aux conditions suivantes :

- a) Les animaux n'ont manifesté aucun symptôme typique de l'anémie infectieuse des équidés depuis trois mois au moins ;

- b) tutti gli animali di età superiore a sei mesi;
- 1) abbiano presentato esito negativo a due prove di Coggins effettuate ad almeno quaranta giorni di intervallo;
 - 2) siano in seguito controllati ogni anno mediante una prova di Coggins con esito negativo.

Art. 12

La presente ordinanza è notificata all'U.S.L. della Valle d'Aosta, ai Sindaci dei Comuni della Regione, agli Agenti delle Forze Pubbliche e all'Assessorato dell'Agricoltura e Risorse Naturali.

Art. 13

L'inosservanza di quanto disposto dalla presente ordinanza comporta l'applicazione delle sanzioni amministrative di cui all'art. 6 della Legge 2 giugno 1988, n. 218, salvo che non ricorrano i presupposti per l'applicazione di norme penali.

Aosta, 11 marzo 1999.

Il Presidente
VIÉRIN

Decreto 11 marzo 1999, n. 135.

Determinazione dell'indennità provvisoria dovuta per l'occupazione dei terreni necessari alla realizzazione dell'innesto a piani sfalsati per le S. R. n. 23 e 24 di Valsavarenche e della valle di Rhêmes con la S. S. n. 26 della Valle d'Aosta in Comune di VILLENEUVE.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

1) Ai fini dell'espropriazione degli immobili siti in Comune di VILLENEUVE e ricompresi nella zona Aa del P.R.G.C. necessari per i lavori di realizzazione dell'innesto a piani sfalsati per le S. R. n. 23 e 24 di Valsavarenche e della valle di Rhêmes con la S. S. n. 26 della Valle d'Aosta in Comune di VILLENEUVE, l'indennità provvisoria ed il contributo regionale integrativo, determinati rispettivamente ai sensi della legge 22.10.1971, n. 865 e successive modificazioni, sono determinati come segue:

COMUNE CENSUARIO DI VILLENEUVE

- 1) CHABOD Eda Antonietta n. VALSAVARENCHÉ il 10.10.33.
F. 15 n. 260 (ex 61/b) sup. occ. m² 465 Colt. Pr.i. Zona Aa
Indennità L. 1.061.595
Contributo regionale integrativo L. 5.668.180

- b) Les animaux de plus de six mois :

- 1) Ont obtenu un résultat négatif à deux tests de Coggins effectués à une intervalle de quarante jours au moins ;
- 2) Ont ensuite subi, chaque année, un test de Coggins avec résultat négatif.

Article 12

La présente ordonnance est notifiée à l'USL de la Vallée d'Aoste, aux syndicats des communes de la région, aux agents de la force publique et à l'Assessorat de l'agriculture et des ressources naturelles.

Article 13

L'inobservation des dispositions de la présente ordonnance comporte l'application des sanctions administratives visées à l'article 6 de la loi n° 218 du 2 juin 1988, sans préjudice de l'application des sanctions pénales.

Fait à Aoste, le 11 mars 1999.

Le président,
Dino VIÉRIN

Arrêté n° 135 du 11 mars 1999,

portant détermination de l'indemnité provisoire pour l'expropriation des terrains nécessaires à la réalisation de l'embranchement à niveaux décalés des RR n° 23 et n° 24, de Valsavarenche et du val de Rhêmes, et de la RN n° 26 de la Vallée d'Aoste, dans la commune de VILLENEUVE.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

arrête

1) Aux fins de l'expropriation des immeubles nécessaires à la réalisation de l'embranchement à niveaux décalés des RR n° 23 et n° 24, de Valsavarenche et du val de Rhêmes, et de la RN n° 26 de la Vallée d'Aoste, situés dans la commune de VILLENEUVE et compris dans la zone Aa du PRGC, l'indemnité provisoire et la subvention régionale complémentaire, déterminées au sens de la loi n° 865 du 22 octobre 1971 modifiée, sont fixées comme suit :

COMMUNE DE VILLENEUVE

- 2) PARROCCHIA DI SANTA MARIA ASSUNTA.
F. 15 n. 257 (ex 60/b) sup. occ. m² 335 Colt. Pr.i. Zona Aa
Indennità L. 764.805
Contributo regionale integrativo L. 4.083.530
- 3) GEX Ettore n. ARVIER il 18.02.31.
F. 15 n. 256 (ex 56/b) sup. occ. m² 35 Colt. Pr.i. Zona Aa
F. 15 n. 254 (ex 57/b) sup. occ. m² 467 Colt. Pr.i. Zona Aa
F. 15 n. 253 (ex 58/b) sup. occ. m² 215 Colt. Pr.i. Zona Aa
Indennità L. 1.636.910
Contributo regionale integrativo L. 8.739.970
- 4) CLUSAZ Rik n. AOSTA il 31.03.55.
CLUSAZ Vanni n. AOSTA il 13.05.58.
F. 15 n. 276 (ex 62/b) sup. occ. m² 65 Colt. Pr.i. Zona Aa
F. 15 n. 275 (ex 64/b) sup. occ. m² 50 Colt. Pr.i. Zona Aa
F. 15 n. 282 (ex 103/b) sup. occ. m² 80 Colt. Pr.i. Zona Aa
Contributo regionale integrativo L. 2.376.980
- 5) LUBOZ Maria Pia n. AOSTA il 18.06.44.
F. 15 n. 292 (ex 153/b) sup. occ. m² 1 Colt. Pr.i. Zona Aa
Indennità L. 2.285
Contributo regionale integrativo L. 12.190
- 6) BICH Giuseppino n. VALSAVARENCHÉ il 10.01.52.
BICH Livio n. AOSTA il 09.01.67.
BICH Marcello n. SARRE il 31.03.28.
F. 15 n. 301 (ex 98/b) sup. occ. m² 70 Colt. Pr.i. Zona Aa
Indennità L. 159.810
Contributo regionale integrativo L. 853.275
- 7) BARMAZ Bruno n. RHÊMES-SAINT-GEORGES il 30.11.25.
F. 15 n. 267 (ex 74/b) sup. occ. m² 16 Colt. Pr.i. Zona Aa
Indennità L. 36.530
Contributo regionale integrativo L. 195.035
- 8) VAUTHIER Adele Irma n. ARVIER il 13.04.16.
F. 15 n. 268 (ex 75/b) sup. occ. m² 30 Colt. Pr.i. Zona Aa
F. 15 n. 269 (ex 84/b) sup. occ. m² 220 Colt. Pr.i. Zona Aa
Indennità L. 570.750
Contributo regionale integrativo L. 3.047.410
- 9) R.A.V. S.p.a.
F. 15 n. 281 (ex 109/b) sup. occ. m² 178 Colt. Pr.i. Zona Aa
F. 15 n. 274 (ex 65/b) sup. occ. m² 280 Colt. Pr.i.a. Zona Aa
F. 15 n. 278 (ex 66/b) sup. occ. m² 200 Colt. Pr.i. Zona Aa
F. 15 n. 279 (ex 69/b) sup. occ. m² 232 Colt. Pr.i.a. Zona Aa
F. 15 n. 280 (ex 110/b) sup. occ. m² 273 Colt. Pr.i.a. Zona Aa
F. 15 n. 293 (ex 115/b) sup. occ. m² 9 Colt. Ip. Zona Aa
F. 15 n. 296 (ex 116/b) sup. occ. m² 95 Colt. Ip. Zona Aa
F. 15 n. 294 (ex 117/b) sup. occ. m² 529 Colt. Ip. Zona Aa
F. 15 n. 298 (ex 118/b) sup. occ. m² 720 Colt. Ip. Zona Aa
F. 15 n. 297 (ex 119/b) sup. occ. m² 160 Colt. Ip. Zona Aa
F. 15 n. 299 (ex 120/b) sup. occ. m² 300 Colt. Ip. Zona Aa
F. 15 n. 300 (ex 121/b) sup. occ. m² 5 Colt. Pr.i. Zona Aa
F. 15 n. 380 sup. occ. m² 75 Colt. Pr.i. Zona Aa
Indennità L. 3.244.075
Contributo regionale integrativo L. 18.542.000
- 10) CARLIN Luigi n. AOSTA il 20.03.51.
F. 15 n. 265 (ex 148/b) sup. occ. m² 4 Colt. Pr.i. Zona Aa
F. 15 n. 264 (ex 180/b) sup. occ. m² 70 Colt. Pr.i. Zona Aa

F. 15	n. 262 (ex 70/b)	sup. occ. m ²	473	Colt.	Pr.i.	Zona	Aa
Indennità L. 1.248.800							
Contributo regionale integrativo L. 6.667.730							
11) MARTIN Claudia n. AOSTA il 12.07.70.							
F. 15	n. 266 (ex 73/b)	sup. occ. m ²	2	Colt.	Pr.i.	Zona	Aa
Indennità L. 4.565							
Contributo regionale integrativo L. 24.380							
12) PELLISSIER Elvira n. SAINT NICOLAS il 16.06.20.							
PELLISSIER Giulietta n. SAINT NICOLAS il 10.10.26.							
PELLISSIER Adelina n. SAINT NICOLAS il 09.04.22.							
PELLISSIER Emilia n. VILLENEUVE il 28.06.47.							
F. 15	n. 259 (ex 190/b)	sup. occ. m ²	42	Colt.	Pr.i.	Zona	Aa
Indennità L. 95.885							
Contributo regionale integrativo L. 511.965							
13) CARLIN Anita n. VILLENEUVE il 03.04.42.							
F. 15	n. 277 (ex 223/b)	sup. occ. m ²	278	Colt.	Pr.i.	zona	Aa
Indennità L. 634.675							
Contributo regionale integrativo L. 3.388.720							
14) LUBOZ Adriana n. ARVIER il 19.08.17.							
F. 15	n. 270 (ex 170/b)	sup. occ. m ²	290	Colt.	Pr.i.	zona	Aa
Indennità L. 662.070							
Contributo regionale integrativo L. 3.534.995							
15) BETHAZ Giocondo n. VALGRISENCHE il 12.09.41.							
F. 15	n. 244 (ex 197/b)	sup. occ. m ²	907	Colt.	Pr.i.	Zona	Aa
Indennità L. 2.070.680							
Contributo regionale integrativo L. 11.056.000							
16) BETHAZ Giocondo n. VALGRISENCHE il 12.09.41.							
CAMPONOVARA Bruna n. Aosta il 08.01.43.							
F. 15	n. 246 (ex 209/b)	sup. occ. m ²	35	Colt.	Pr.i.	Zona	Aa
Indennità L. 79.905							
Contributo regionale integrativo L. 426.640							
17) LUBOZ Raimondo n. ARVIER il 24.07.13.							
F. 15	n. 272 (ex 204/b)	sup. occ. m ²	4	Colt.	Pr.i.	Zona	Aa
F. 15	n. 273 (ex 204/c)	sup. occ. m ²	1	Colt.	Pr.i.	Zona	Aa
Indennità L. 11.415							
Contributo regionale integrativo L. 60.950							
18) ROLLET Egidio n. ARVIER il 11.08.35.							
F. 15	n. 251 (ex 49/b)	sup. occ. m ²	440	Colt.	Pr.i.	Zona	Aa
Indennità L. 1.004.520							
Contributo regionale integrativo L. 5.363.440							
19) CAVE CHAVONNE S. r. l.							
F. 15	n. 290 (ex 105/b)	sup. occ. m ²	416	Colt.	Pr.i.	Zona	Aa
Indennità L. 949.730							
Contributo regionale integrativo L. 5.070.890							
20) CHABOD Ivo n. BOLLENGO (TO) il 25.05.31.							
CHABOD Loris n. AOSTA il 21.09.58.							
CHABOD Osvaldo n. AOSTA il 31.05.61.							
F. 15	n. 283 (ex 107/b)	sup. occ. m ²	150	Colt.	Pr.i.	Zona	Aa
F. 15	n. 289 (ex 191/b)	sup. occ. m ²	130	Colt.	Pr.i.	Zona	Aa
F. 15	n. 286 (ex 108/b)	sup. occ. m ²	230	Colt.	Pr.i.	Zona	Aa
F. 15	n. 288 (ex 235/b)	sup. occ. m ²	1	Colt.	Pr.i.	Zona	Aa
Indennità L. 1.166.615							
Contributo regionale integrativo L. 6.228.910							

21) DAVID Maria Giulia n. VILLENEUVE il 01.05.30.

DAVID Alfredo n. VILLENEUVE il 20.12.32.

DAVID Felicina n. VILLENEUVE il 30.01.37.

DAVID Lea n. VILLENEUVE il 07.11.41.

F. 14 n. 392 (ex 305/b) sup. occ. m² 325 Colt. Pr.i. Zona Aa

Indennità L. 741.975

Contributo regionale integrativo L. 3.961.630

22) DAVID Luigi n. VILLENEUVE il 12.08.45.

F. 15 n. 284 (ex 106/b) sup. occ. m² 245 Colt. Pr.i. Zona Aa

Indennità L. 970.275

Contributo regionale integrativo L. 2.986.460

2) In caso di accettazione e di cessione volontaria dei terreni interessati, le indennità di espropriazione ed il relativo contributo regionale, ove previsto, saranno soggetti alle maggiorazioni previste dalle leggi in materia;

3) Il presente decreto sarà pubblicato per estratto nel Bollettino della Regione e nel Foglio Annunzi Legali della Regione e l'ammontare delle indennità determinate con il presente provvedimento verrà comunicato ai proprietari espropriandi a cura dell'Ufficio Espropri dell'Amministrazione regionale.

Aosta, 11 marzo 1999.

Il Presidente
VIÉRIN

2) En cas de cession volontaire des terrains en question et d'acceptation de l'indemnité proposée, les indemnités d'expropriation et l'éventuelle subvention régionale font l'objet des majorations prévues par les lois en vigueur en la matière ;

3) Le présent arrêté est publié par extraits au Bulletin officiel et au Bulletin des annonces légales de la Région. Le montant des indemnités fixé par le présent arrêté est communiqué aux propriétaires concernés par le Bureau des expropriations de l'Administration régionale.

Fait à Aoste, le 11 mars 1999.

Le président,
Dino VIÉRIN

Decreto 12 marzo 1999, n. 136.

Espropriazione dei terreni necessari ai lavori di sistemazione ed ampliamento del piazzale comunale in località Planet nel Comune di GIGNOD. Decreto di fissazione indennità e contributo.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

1) Ai fini dell'espropriazione degli immobili siti in Comune di GIGNOD e ricompresi nella zona «E» del P.R.G.C., necessari per i lavori di sistemazione ed ampliamento del piazzale comunale in località Planet l'indennità provvisoria ed il contributo regionale integrativo, determinati rispettivamente ai sensi della legge 22.10.1971, n. 865 e successive modificazioni e della legge regionale 11.11.1974, n. 44 e successive modificazioni, sono determinati come segue:

ELENCO DITTE

1) VALLET Ernesto n. ad AOSTA il 27.05.1936

F. 23 - map. 419 di mq. 437 - Pri

Indennità: L. 1.516.830

Contributo reg.le int.: L. 4.807.720

Arrêté n° 136 du 12 mars 1999,

portant détermination de l'indemnité provisoire et de la subvention régionale afférentes à l'expropriation des terrains nécessaires au réaménagement et à l'élargissement du parc de stationnement communal de Planet, dans la commune de GIGNOD.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

arrête

1) Aux fins de l'expropriation des immeubles nécessaires au réaménagement et à l'élargissement du parc de stationnement communal de Planet, dans la commune de GIGNOD, et compris dans la zone E du PRGC, l'indemnité provisoire et la subvention régionale complémentaire, déterminées respectivement au sens de la loi n° 865 du 22 octobre 1971 modifiée et de la loi régionale n° 44 du 11 novembre 1974 modifiée, sont fixées comme suit :

LISTE DES PROPRIÉTAIRES

2) PILLON Gianluca n. ad AOSTA il 31.07.1965

F. 23 - map. 477 di mq. 97 - Pri

Indennità: L. 336.700

Contributo reg.le int.: L. 1.067.160

2) In caso di cessione volontaria dei terreni interessati e di contestuale accettazione dell'indennità offerta le indennità di espropriazione ed il relativo contributo regionale, ove previsto, saranno soggetti alle maggiorazioni prescritte dalle leggi vigenti in materia.

3) Il Sindaco del Comune di GIGNOD è incaricato, ai sensi di legge, dell'offerta alle ditte espropriande dell'ammontare delle indennità provvisorie determinate con il presente provvedimento, a nome e per conto di questa Presidenza.

Aosta, 12 marzo 1999.

Il Presidente
VIÉRIN

Decreto 12 marzo 1999, n. 139.

Sostituzione del Presidente in seno alla Commissione medica collegiale per l'accertamento dell'invalidità civile denominata «Aosta 3» con sede in AOSTA.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

di nominare il dott Albino CURTO, medico legale, quale Presidente in seno alla Commissione medica collegiale per l'accertamento dell'invalidità civile denominata «Aosta 3» con sede in AOSTA.

L'Ufficio Invalidità Civile, Condizioni Visive e Sordomutismo dell'Assessorato della Sanità, Salute e Politiche Sociali è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Aosta, 12 marzo 1999.

Il Presidente
VIÉRIN

Decreto 12 marzo 1999, n. 140.

Sostituzione del Presidente in seno alla Commissione medica collegiale per l'accertamento dell'invalidità civile con sede in CHÂTILLON.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

di nominare il dott Albino CURTO, medico legale, qua-

2) En cas de cession volontaire des terrains en question et d'acceptation de l'indemnité proposée, les indemnités d'expropriation et l'éventuelle subvention régionale font l'objet des majorations prévues par les lois en vigueur en la matière ;

3) Le syndic de la commune de GIGNOD est chargé de communiquer aux propriétaires concernés, au sens de la loi, le montant des indemnités provisoires fixées par le présent arrêté, au nom et pour le compte de la Présidence du Gouvernement régional.

Fait à Aoste, le 12 mars 1999.

Le président,
Dino VIÉRIN

Arrêté n° 139 du 12 mars 1999,

portant remplacement du président de la Commission médicale chargée de la constatation de la qualité d'invalidité civile dénommée «Aosta 3», dont le siège est situé à AOSTE.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

arrête

M. Albino CURTO, médecin légiste, est nommé président de la Commission médicale chargée de la constatation de la qualité d'invalidité civile dénommée «Aosta 3», dont le siège est situé à AOSTE.

Le Bureau des invalides civils, des aveugles et malvoyants et des sourds-muets de l'Assessorat de la santé, du bien-être et des politiques sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aoste, le 12 mars 1999.

Le président,
Dino VIÉRIN

Arrêté n° 140 du 12 mars 1999,

portant remplacement du président de la Commission médicale chargée de la constatation de la qualité d'invalidité civile, dont le siège est situé à CHÂTILLON.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

arrête

M. Albino CURTO, médecin légiste, est nommé prési-

le Presidente in seno alla Commissione medica collegiale per l'accertamento dell'invalidità civile con sede in CHÂTILLON.

L'Ufficio Invalidità Civile, Condizioni Visive e Sordomutismo dell'Assessorato della Sanità, Salute e Politiche Sociali è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Aosta, 12 marzo 1999.

Il Presidente
VIÉRIN

Atto di delega 10 marzo 1999, n. 804/5/SGT.

Delega al Sig. Flavio VERTUI della sottoscrizione dei contratti per la fornitura di beni e servizi e per opere pubbliche, nonché delle convenzioni di interesse dell'Amministrazione regionale.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Visto l'articolo 34 dello Statuto Speciale per la Valle d'Aosta, approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4;

Visto l'articolo 70 delle vigenti norme sull'ordinamento dei servizi regionali approvate con Legge regionale 28 luglio 1956, n. 3 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visti gli articoli 5, 13 e 62, comma 5, della Legge regionale 23 ottobre 1995, n. 45, come modificata dalla successiva 27 maggio 1998, n. 45, recante la riforma dell'organizzazione dell'Amministrazione regionale della Valle d'Aosta e revisione della disciplina del personale;

Visto l'articolo 39, comma 5, della Legge regionale 20 giugno 1996, n. 12 in materia di lavori pubblici;

Richiamate le deliberazioni della Giunta regionale n. 2552 in data 23 luglio 1998 e n. 2642 in data 31 luglio 1998, e successive modificazioni, concernenti la revisione della struttura organizzativa dei servizi della Giunta regionale e la configurazione delle strutture di primo, secondo e terzo livello, ed in particolare la deliberazione n. 715 in data 8 marzo 1999;

Richiamato l'atto di delega ai dirigenti regionali della sottoscrizione dei contratti per la fornitura di beni e servizi e per opere pubbliche, nonché delle convenzioni, di interesse dell'Amministrazione regionale in data 3 agosto 1998 (prot. n. 2613/5/SGT);

Richiamata la deliberazione della Giunta regionale n. 718 in data 8 marzo 1999 recante «Revoca dell'incarico di Direttore della Direzione forestazione, conferito con deliberazione di Giunta n. 2646 del 31.07.1998, al sig. Flavio VERTUI e conferimento allo stesso dell'incarico di Direttore della Direzione servizi generali del Dipartimento personale e organiz-

dent de la Commission médicale chargée de la constatation de la qualité d'invalidé civil, dont le siège est situé à CHÂTILLON.

Le Bureau des invalides civils, des aveugles et malvoyants et des sourds-muets de l'Assessorat de la santé, du bien-être et des politiques sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aoste, le 12 mars 1999.

Le président,
Dino VIÉRIN

Acte du 10 mars 1999, réf. n° 804/5/SGT,

portant délégation à M. Flavio VERTUI à l'effet de signer les contrats de fourniture de biens et services et de réalisation de travaux publics, ainsi que les conventions, dans lesquels l'Administration régionale est partie prenante.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Vu l'article 34 du Statut spécial de la Vallée d'Aoste, adopté par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 ;

Vu l'article 70 des dispositions en vigueur sur l'organisation des services régionaux, approuvées par la loi régionale n° 3 du 28 juillet 1956 modifiée et complétée ;

Vu les articles 5, 13 et 62, 5° alinéa, de la loi régionale n° 45 du 23 octobre 1995, modifiée par la loi régionale n° 45 du 27 mai 1998 portant réforme de l'organisation de l'Administration régionale de la Vallée d'Aoste et révision de la réglementation du personnel ;

Vu le cinquième alinéa de l'article 39 de la loi régionale n° 12 du 20 juin 1996 en matière de travaux publics ;

Rappelant les délibérations du Gouvernement régional n° 2552 du 23 juillet 1998 et n° 2642 du 31 juillet 1998 modifiée concernant la réforme de l'organisation des services du Gouvernement régional et la configuration des structures des premier, deuxième et troisième niveaux et notamment la délibération n° 715 du 8 mars 1999 ;

Rappelant l'acte du 3 août 1998 (réf. n° 2613/5/SGT) portant délégation aux dirigeants régionaux à l'effet de signer des contrats et des conventions de fourniture de biens et services et de réalisation d'ouvrages publics, dans lesquels l'Administration régionale est partie prenante ;

Rappelant la délibération du Gouvernement régional n° 718 du 8 mars 1999 portant révocation de l'attribution à M. Flavio VERTUI des fonctions de directeur des forêts (délibération du Gouvernement régional n° 2646 du 31 juillet 1998) et attribution à celui-ci des fonctions de directeur des services généraux du Département du personnel et de l'orga-

zazione e attribuzione del relativo trattamento economico. Impegno di spesa»;

Ritenuto di estendere la suddetta delega al dirigente incaricato con il soprarichiamato atto n. 718 dell'8 marzo 1999,

delega

Il sig. Flavio VERTUI, dirigente di secondo livello, incaricato con la deliberazione della Giunta regionale n. 718 dell'8 marzo 1999, per le materie di propria competenza, alla sottoscrizione di contratti per la fornitura di beni e servizi e per opere pubbliche, nonché delle convenzioni di interesse dell'Amministrazione regionale, a decorrere dalla data di pubblicazione del presente atto nel Bollettino Ufficiale della Regione.

Aosta, 10 marzo 1999.

Il Presidente
VIÉRIN

ATTI ASSESSORILI

ASSESSORATO TURISMO, SPORT, COMMERCIO E TRASPORTI

Decreto 15 marzo 1999, n. 38.

Classificazione di azienda alberghiera per l'anno 1999.

L'ASSESSORE REGIONALE
AL TURISMO, SPORT, COMMERCIO
E TRASPORTI

Vista la legge regionale 6 luglio 1984, n. 33

decreta

l'azienda alberghiera denominata «Ayas» di AYAS è classificata albergo a 4 stelle.

L'ufficio regionale del turismo è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Aosta, 15 marzo 1999.

L'Assessore
LAVOYER

CIRCOLARI

PRESIDENZA
DELLA GIUNTA REGIONALE

nisation et de la rémunération y relative, ainsi qu'engagement de la dépense y afférente ;

Considérant qu'il y a lieu de donner la délégation susmentionnée également au dirigeant visé à l'acte n° 718 du 8 mars 1999 susvisé,

délègue

M. Flavio VERTUI – dirigeant du deuxième niveau chargé, par la délibération du Gouvernement régional n° 718 du 8 mars 1999, d'exercer les fonctions visées au préambule – à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les conventions et les contrats de fourniture de biens et services et de réalisation de travaux publics dans lesquels l'Administration régionale est partie prenante, à compter de la date de publication du présent acte au Bulletin officiel de la Région.

Fait à Aoste, le 10 mars 1999.

Le président,
Dino VIÉRIN

ACTES DES ASSESSEURS

ASSESSORAT DU TOURISME, DES SPORTS, DU COMMERCIO ET DES TRANSPORTS

Arrêté n° 38 du 15 mars 1999,

portant classement d'un établissement hôtelier pour l'année 1999.

L'ASSESEUR RÉGIONAL
AU TOURISME, AUX SPORTS, AU COMMERCIO
ET AUX TRANSPORTS

Vu la loi régionale n° 33 du 6 juillet 1984

arrête

L'établissement hôtelier dénommé «Ayas», situé dans la commune d'AYAS est classé hôtel 4 étoiles.

Le Bureau régional du tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aoste, le 15 mars 1999.

L'assesseur,
Claudio LAVOYER

CIRCULAIRES

PRÉSIDENTE
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Circolare 11 marzo 1999, n. 9.

Legge regionale 30 maggio 1994, n. 21 – Devoluzione.

Ai Sigg. Sindaci
dei Comuni della Valle d'Aosta
LORO SEDI

Ai Sigg. Presidenti
delle Comunità Montane
della Valle d'Aosta
LORO SEDI

Con riferimento alla circolare di questa Presidenza, n. 12 del 7 aprile 1998, recante «Legge regionale 30 maggio 1994, n. 21», a seguito delle numerose richieste, pervenute alla Direzione programmazione e valutazione investimenti da parte degli Enti Locali, circa la possibilità di utilizzare le quote residue dei mutui – oggetto di contributo ai sensi della L.R. 21/94 – concessi dalla Cassa Depositi e Prestiti, per la realizzazione di altre opere finanziabili dalla Cassa stessa, si precisa che:

- a) vista la legge 27 dicembre 1997, n. 449 recante «Disposizioni per la formazione del bilancio annuale e pluriennale dello Stato (Legge finanziaria 1998)» che recita testualmente all'art. 49, comma sedicesimo: «Nel caso in cui l'importo delle erogazioni sui mutui concessi dalla Cassa Depositi e Prestiti agli enti locali risulti, a completamento dei lavori, inferiore all'importo concesso l'ente locale può, secondo procedure determinate con decreto del Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica, chiedere di utilizzare, anche cumulativamente, le quote residue per la realizzazione di altre opere finanziabili dalla Cassa medesima»;
- b) visto il D.M. Tesoro del 7 gennaio 1998, recante «Nuove norme relative alla concessione, garanzia ed erogazione dei mutui da parte della Cassa depositi e Prestiti» che stabilisce all'art. 10, comma secondo: «È consentita la devoluzione del residuo capitale da somministrare accertato su mutui diversi, per il finanziamento parziale o totale di un nuovo investimento»;
- c) considerato che la «devoluzione» di cui al punto F) della predetta circolare 7 aprile 1998, n. 12, deve essere intesa nella accezione di novazione oggettiva di cui all'art. 10, primo comma, del D.M. Tesoro del 7 gennaio 1998 citato, ritenendosi pertanto vietate, ai sensi dell'art. 12 della L.R. n. 21/1994, le sole operazioni comportanti la «devoluzione» dei mutui erogati dalla iniziativa a beneficio della quale sono stati erogati i contributi regionali ad un'altra, del tutto diversa;
- d) considerato che nel caso di utilizzazione dei fondi residui di cui al punto a) non si configura una novazione oggettiva bensì una utilizzazione semplificata ed economica dei risparmi realizzati, non ricadendo pertanto nella fattispecie di cui al punto F) della circolare n. 12/1998;

Circolare n° 9 du 11 mars 1999,

relative à une nouvelle affectation de fonds, au sens de la loi régionale n° 21 du 30 mai 1994.

Le président du Gouvernement régional à Mmes et MM. les syndics des communes de la Vallée d'Aoste et les présidents des communautés de montagne de la Vallée d'Aoste

Étant donné les nombreuses demandes que les collectivités locales ont déposées à la Direction de la programmation et de l'évaluation des investissements – au sens de la circulaire du président du Gouvernement régional n° 12 du 7 avril 1998, relative à la loi régionale n° 21 du 30 mai 1994 – au sujet de la possibilité d'utiliser les sommes résiduelles des emprunts accordés par la «Cassa Depositi e Prestiti» et faisant l'objet d'une subvention aux termes de la LR n° 21/1994, pour la réalisation d'autres ouvrages pouvant être financés par ladite Caisse, il y a lieu de préciser ce qui suit :

- a) Vu la loi n° 449 du 27 décembre 1997, portant dispositions pour la formation du budget annuel et pluriannuel de l'État (loi de finances 1998), qui dispose textuellement, au 16^e alinéa de son article 49 : «Nel caso in cui l'importo delle erogazioni sui mutui concessi dalla Cassa Depositi e Prestiti agli enti locali risulti, a completamento dei lavori, inferiore all'importo concesso, l'ente locale può, secondo procedure determinate con decreto del Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica, chiedere di utilizzare, anche cumulativamente, le quote residue, per la realizzazione di altre opere finanziabili dalla Cassa medesima» ;
- b) Vu le décret du ministre du trésor du 7 janvier 1998, portant nouvelles dispositions en matière d'octroi, de garantie et de versement des emprunts par la «Cassa Depositi e Prestiti», qui établit ce qui suit, au 2^e alinéa de son article 10 : «È consentita la devoluzione del residuo capitale da somministrare accertato su mutui diversi, per il finanziamento parziale o totale di un nuovo investimento» ;
- c) Considérant que par la «dévolution» visée au point F) de la circulaire n° 12 du 7 avril 1998 il faut entendre la novation objective visée au 1^{er} alinéa de l'art. 10 du décret du ministre du trésor du 7 janvier 1998 susmentionné et que, par conséquent, les opérations comportant une simple «dévolution» des emprunts octroyés au profit d'une action autre que celle pour laquelle ils ont été octroyés sont interdites, au sens de l'art. 12 de la LR n° 21/1994 ;
- d) Considérant que l'utilisation des sommes résiduelles au sens du point a) ci-dessus ne comporte pas une novation objective mais plutôt une destination simplifiée et économique des épargnes faites et qu'il s'agit donc d'un cas autre que celui visé au point F) de la circulaire n° 12/1998 ;

e) tenuto conto che le richieste di devoluzione pervenute a questa Direzione, da parte degli Enti mutuatari, concernono esclusivamente l'utilizzo di risparmi realizzati ad avvenuto completamento dell'opera, per la realizzazione di un'altra opera, non diversa, ma ulteriore rispetto a quella già finanziata;

si ritiene possibile autorizzare gli enti destinatari dei mutui di cui alla L.R. n. 21/1994, alla utilizzazione, ai sensi dell'art. 49, sedicesimo comma della legge n. 449/1997, dei fondi residui risultanti dalla differenza tra l'importo di mutuo concesso e l'importo utilizzato per il completamento dei lavori originariamente programmati, per la realizzazione di ulteriori interventi finanziabili dalla Cassa Depositi e Prestiti.

Il Presidente
VIÉRIN

ATTI VARI

GIUNTA REGIONALE

Délibération n° 620 du 1^{er} mars 1999,

portant prélèvement de crédits du fonds de reserve de caisse de l'année 1999.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1) Sont approuvés le prélèvement de 31 642 787 000 L (trente et un milliards six cent quarante deux millions sept cent quatre vingt sept mille) des crédits inscrits au chapitre 69440 («Fonds de réserve de caisse») du budget prévisionnel 1999 de la Région, qui présente les disponibilités nécessaires, et l'inscription de ladite somme, selon les montants indiqués, au chapitre suivant de la partie dépenses dudit budget :

Chap. 39050 « Transfert au profit du Fonds de cessation du service du montant de l'indemnité de départ due aux personnels régionaux au titre des droits acquis au 31 décembre 1997. »
20 000 000 000 L ;

Chap. 59925 « Financement du déficit de l'unité sanitaire locale de la Vallée d'Aoste. »
11 642 787 000 L ;

2) La présente délibération est publiée, par extrait, au Bulletin officiel de la Région, aux termes du cinquième alinéa de l'article 42 de la loi régionale n° 90 du 27 décembre 1989, modifiée par la loi régionale n° 16 du 7 avril 1992.

e) Considérant que les demandes relatives à une nouvelle affectation des fonds en cause que les organismes emprunteurs ont adressées à la Direction de la programmation et de l'évaluation des investissements concernent exclusivement la possibilité d'utiliser les sommes économisées à la fin des travaux pour réaliser un autre ouvrage, dans le même secteur que celui de l'ouvrage déjà financé.

Les collectivités qui ont contracté des emprunts aux termes de la LR n° 21/1994 sont autorisées, au sens du 16^e alinéa de l'art. 49 de la loi n° 449/1997, à utiliser les sommes résiduelles résultant de la différence entre le montant de l'emprunt octroyé et le montant qui a été nécessaire à l'achèvement des travaux prévus pour réaliser d'autres actions pouvant être financées par la «Cassa Depositi e Prestiti».

Le président,
Dino VIÉRIN

ACTES DIVERS

GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Deliberazione 1° marzo 1999, n. 620.

Prelievo di somma dal fondo di riserva di cassa per l'anno 1999.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1) di approvare il prelievo della somma di lire 31.642.787.000 (trentunmiliardiseicentoquarantaduemilioni-settecentottantasettemila) dallo stanziamento iscritto al capitolo 69440 («Fondo di riserva di cassa») del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1999, che presenta la necessaria disponibilità, destinando la stessa ad integrazione dei seguenti capitoli di spesa, per l'importo a fianco di ognuno indicato:

Cap. 39050 «Trasferimento al Fondo cessazione servizio dell'importo dei trattamenti di fine rapporto del personale regionale maturati al 31.12.1997»
L. 20.000.000.000;

Cap. 59925 «Ripiano del disavanzo di gestione dell'Unità sanitaria locale della Valle d'Aosta»
L. 11.642.787.000;

2) di disporre, ai sensi dell'art. 42, comma 5°, della legge regionale 27 dicembre 1989, n. 90, come modificata dalla legge regionale 7 aprile 1992, n. 16, che il presente atto sia pubblicato per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione.

Deliberazione 1 marzo 1999, n. 621.

Riassegnazione in bilancio di somme eliminate dal conto dei residui passivi per perenzione amministrativa e reclamate dai creditori con prelievo dal fondo di riserva.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1) di approvare, sia in termini di competenza che in termini di cassa, le seguenti variazioni alla parte Spesa del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1999:

in diminuzione

Cap. 69380	«Fondo di riserva per la riassegnazione in bilancio di residui perenti agli effetti amministrativi (spese correnti).»	L. 2.876.000;
Cap. 69400	«Fondo di riserva per la riassegnazione in bilancio di residui perenti agli effetti amministrativi (spese di investimento).»	L. 909.898.190;
	Totale in diminuzione	<u>L. 912.774.190</u>

in aumento

Cap. 21180	«Spese per la costruzione o adeguamento di reti fognarie interne, collettori fognari e impianti di depurazione a valere sul fondo regionale investimenti occupazione.»	L. 3.895.520;
Cap. 21205	«Spese per la costruzione o adeguamento di autorimesse a valere sul fondo regionale investimenti occupazione.»	L. 2.500.000;
Cap. 43400	«Contributi per la concessione dell'indennità compensativa per le zone agricole svantaggiate.»	L. 2.876.000;
Cap. 43740	«Contributi sul fondo di solidarietà nazionale in agricoltura per danni causati da eventi calamitosi.»	L. 14.972.000;
Cap. 44020	«Spese per interventi diretti alla realizzazione di impianti e strutture finalizzati allo sviluppo della cooperazione e dell'associazionismo in agricoltura.»	L. 768.567.260;
Cap. 49410	«Contributi ai comuni e ai consorzi di comuni per la progettazione e la realizzazione di inter-	

Délibération n° 621 du 1^{er} mars 1999,

portant réaffectation de sommes éliminées du compte des restes à payer pour péremption administrative et réclamées par les créanciers. Prélèvement de crédits du fonds de réserve.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1) Sont approuvées, au titre de l'exercice budgétaire et des fonds de caisse, les rectifications de la partie dépenses du budget prévisionnel 1999 de la Région mentionnées ci-après :

Diminution

Chap. 69380	«Fonds de réserve pour la réaffectation de sommes résiduelles périmées à des fins administratives (dépenses ordinaires)»	2 876 000 L ;
Chap. 69400	«Fonds de réserve pour la réaffectation de sommes résiduelles périmées à des fins administratives (dépenses d'investissement)»	909 898 190 L ;
	Total diminution	<u>912 774 190 L ;</u>

Augmentation

Chap. 21180	«Dépenses financées par le Fonds régional d'investissements-emploi pour la construction et la mise aux normes de réseaux d'égouts internes, de collecteurs d'égouts et d'installations d'épuration»	3 895 520 L ;
Chap. 21205	«Dépenses financées par le Fonds régional d'investissements-emploi pour la construction ou le réaménagement de garages»	2 500 000 L ;
Chap. 43400	«Crédits pour l'octroi de l'indemnité de compensation en faveur des zones agricoles défavorisées»	L2 876 000 L ;
Chap. 43740	«Subventions financées par le fonds de solidarité national en agriculture pour des dommages découlant de calamités naturelles»	14 972 000 L ;
Chap. 44020	«Dépenses pour la réalisation d'installations et de structures visant le développement de la coopération et de l'association en agriculture»	768 567 260 L ;
Chap. 49410	«Financements aux communes et aux consortiums de communes pour la conception et la	

	venti di manutenzione straordinaria sugli impianti di depurazione delle acque reflue, nonché per la progettazione di impianti di depurazione e dei relativi collettori fognari.»	L. 103.129.770;
Cap. 56360	«Spese per la sistemazione e la manutenzione straordinaria di immobili adibiti ad uso scolastico.»	L. 5.507.640;
Cap. 58480	«Contributi ai comuni, ai consorzi di comuni ed alle comunità montane nelle spese di investimento per gli asili-nido.»	L. 11.326.000;
	Totale in aumento	L. 912.774.190

2) di riprodurre gli impegni di spesa dichiarati perenti, per l'importo reclamato dai creditori, sui competenti capitoli di bilancio secondo il sottoriportato elenco che costituisce aggiornamento degli interventi di cui all'allegato al provvedimento di Giunta n. 2 dell'11 gennaio 1999 concernente l'approvazione del bilancio di gestione per l'anno 1999 e per il triennio 1999/2001, con attribuzione alle strutture dirigenziali di quote di bilancio e degli obiettivi gestionali correlati e di disposizioni applicative:

– «Servizio risorse»:

Cap. 58480		
Rich. 7854 (n.i.)		
Ob. 100107	Approvazione del piano triennale 1994-1995-1996 per opere pubbliche destinate ad asili-nido – DC. n. 1025 del 23.11.1994	L. 11.326.000;

– «Direzione regolamenti comunitari e sviluppo zootecnico»:

Cap. 43400		
Rich. 7855 (n.i.)		
Ob. 151006 (n.i.)	Concessione di premio per la conservazione dell'ambiente agricolo montano, ai sensi della l.r. 06.07.1984, n. 30 e indennità compensativa, ai sensi della l.r. 18 agosto 1986, n. 49, a n. 5494 conduttori di aziende agricole, per le annate agrarie 1996 e 1995 – Dg. n. 6068 del 30.12.1996	L. 2.876.000;

– «Direzione promozione sviluppo agricolo»:

Cap. 44020		
Rich. 7856 (n.i.)		
Ob. 152004	Approvazione dell'appalto, mediante licitazione privata, dei lavori di costruzione delle opere edili e dei relativi impianti del caseificio cooperativistico in comune di Valpelline – DC. n. 1092 del 21.12.1994	L. 768.567.260;

réalisation de travaux d'entretien extraordinaire des installations d'épuration des eaux usées, ainsi que pour la conception de stations d'épuration et des collecteurs d'égouts y afférents»

103 129 770 L ;

Chap. 56360 «Dépenses pour le réaménagement et l'entretien extraordinaire des établissements scolaires»

5 507 640 L ;

Chap. 58480 «Financements aux communes, aux consortiums de communes et aux communautés de montagne pour les dépenses d'investissement relatives aux crèches»

11 326 000 L ;

Total augmentation

912 774 190 L ;

2) Les engagements de dépense déclarés périmés sont reportés, pour le montant réclamé par les créanciers, sur les chapitres compétents selon la liste ci-dessous, qui vaut mise à jour des interventions visées à l'annexe de la délibération du Gouvernement régional n° 2 du 11 janvier 1999 portant adoption du budget de gestion 1999 et du budget pluriannuel 1999/2001, attribution aux structures de direction des crédits et des objectifs de gestion y afférents et approbation de dispositions d'application :

– «Service des ressources» :

Chap. 58480		
Détail 7854 (n.i.)		
Obj. 100107	«Approbation du plan triennal 1994-1995-1996 des travaux publics relatifs aux crèches» – DC n° 1025 du 23 novembre 1994	11 326 000 L ;

– «Direction des règlements communautaires et de l'essor de l'élevage» :

Chap. 43400		
Détail 7855 (n.i.)		
Obj. 151006 (n.i.)	«Octroi d'une prime pour la conservation du milieu agricole, au sens de la LR n° 30 du 6 juillet 1984, et d'une indemnité compensatoire, au sens de la LR n° 49 du 18 août 1986, à 5494 exploitants agricoles, au titre des années agricoles 1996 et 1995» – DG n° 6068 du 30 décembre 1996	2 876 000 L ;

– «Direction de la mise en valeur et de l'essor de l'agriculture» :

Chap. 44020		
Détail 7856 (n.i.)		
Obj. 152004	«Approbation de l'appel d'offres restreint afférent à la construction de la fromagerie coopérative de Valpelline et à la réalisation des installations techniques y afférentes» – DC n° 1092 du 21 décembre 1994	768 567 260 L ;

Cap. 43740
Rich. 7857 (n.i.)
Ob. 152004 Contributo da concedere al consorzio di miglioramento fondiario Bionaz, con sede nel comune omonimo, nelle spese per la sistemazione della strada interpodere Alpeysau, danneggiata dagli eventi calamitosi verificatisi nel settembre 1993, ai sensi della legge 14.02.1992, n. 185 – DG. n. 9400 del 25.11.1994

L. 14.972.000;

– «Dipartimento territorio e ambiente»:

Cap. 21180
Rich. 7858 (n.i.)
Ob. 170002 Approvazione del programma di interventi FRIO di cui alla l.r. 51/1986 e successive modificazioni per il 1993/95 – Affido di incarico alla società Zimatec srl nella persona dell'Ing. Luciano Ziviani di Torino, della direzione lavori di costruzione e completamento della rete fognaria a servizio delle frazioni Mure, Fava, Clapeyaz, zona industriale di Issogne – DG. n. 3971 del 23.04.1993 L. 3.895.520;

Cap. 49410
Rich. 7859 (n.i.)
Ob. 170002 Contributi ai comuni e a consorzi di comuni per la progettazione e la realizzazione di interventi di manutenzione straordinaria sugli impianti di depurazione delle acque reflue, nonché per la progettazione di impianti di depurazione e dei relativi collettori fognari – DG. n. 10622 del 23.12.1994

L. 14.951.990;

Cap. 49410
Rich. 7860 (n.i.)
Ob. 170002 Contributi ai comuni e a consorzi di comuni per la progettazione e la realizzazione di interventi di manutenzione straordinaria sugli impianti di depurazione delle acque reflue, nonché per la progettazione di impianti di depurazione e dei relativi collettori fognari – DG. n. 8303 del 13.10.1995

L. 88.177.780;

– «Direzione opere edili»:

Cap. 56360
Rich. 7861 (n.i.)
Ob. 181007 Approvazione dell'esecuzione in economia dei lavori di manutenzione straordinaria c/o la biblioteca comprensoriale di Morgex – DG. n. 7784 del 29.09.1995

L. 5.507.640;

Chap. 43740
Détail 7857 (n.i.)
Obj. 152004 «Subvention à accorder au consortium d'amélioration foncière Bionaz, dont le siège est situé dans la commune du même nom, au titre des frais afférents au réaménagement du chemin rural Alpeysau, endommagé par les événements catastrophiques du mois de septembre 1993, au sens de la loi n° 185 du 14 février 1992» – DG n° 9400 du 25 novembre 1994

14 972 000 L ;

– «Département du territoire et de l'environnement» :

Chap. 21180
Détail 7858 (n.i.)
Obj. 170002 «Approbation du plan d'intervention FRIO visé à la LR n° 51/1986 modifiée, pour la période 1993/1995 – Attribution à la société Zimatec srl, en la personne de M. Luciano Ziviani de Turin, de la direction des travaux de réalisation et d'achèvement du réseau d'égouts des hameaux de Mure, Fava et Clapeyaz, dans la zone industrielle d'Issogne» – DG n° 3971 du 23 avril 1993 3 895 520 L ;

Chap. 49410
Détail 7859 (n.i.)
Obj. 170002 «Subventions accordées aux communes et aux consortiums de communes au titre de la conception et de la réalisation d'actions d'entretien extraordinaire des stations d'épuration des eaux usées, ainsi qu'au titre de la conception de stations d'épuration et des égouts collecteurs y afférents» – DG n° 10622 du 23 décembre 1994 14 951 990 L ;

Chap. 49410
Détail 7860 (n.i.)
Obj. 170002 «Subventions accordées aux communes et aux consortiums de communes au titre de la conception et de la réalisation d'actions d'entretien extraordinaire des stations d'épuration des eaux usées, ainsi qu'au titre de la conception de stations d'épuration et des égouts collecteurs y afférents» – DG n° 8303 du 13 octobre 1995 88 177 780 L ;

– «Direction du bâtiment» :

Chap. 56360
Détail 7861 (n.i.)
Obj. 181007 «Approbation de la réalisation en régie des travaux d'entretien extraordinaire de la bibliothèque de district de Morgex» – DG n° 7784 du 29 septembre 1995 5 507 640 L ;

– «Direzione viabilità»:

Cap. 21205
Rich. 7862 (n.i.)
Ob. 182003

Approvazione del programma di interventi FRIO di cui alla l.r. 51/1986 e successive modificazioni per il triennio 1994/96 nonché liquidazione dei relativi contributi per oneri progettuali agli enti locali interessati – Costruzione parcheggio pubblico in località Vesan Dessus – DG. n. 3075 del 15.04.1994

L. 2.500.000;

3) di ordinare l'emissione dei relativi mandati di pagamento, per l'importo reclamato dai creditori, secondo le modalità stabilite dalle deliberazioni di impegno originarie;

4) di disporre, ai sensi dell'art. 42, comma 5°, della legge regionale 27 dicembre 1989, n. 90, come modificata dalla legge regionale 7 aprile 1992, n. 16, che il presente atto sia pubblicato per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione.

Délibération n° 624 du 8 mars 1999,

portant prélèvement de crédits du fonds de réserve de caisse de l'année 1999.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1) Sont approuvés le prélèvement de 660 000 000 L (six cent soixante millions) des crédits inscrits au chapitre 69440 («Fonds de réserve de caisse») du budget prévisionnel 1999 de la Région, qui présente les disponibilités nécessaires, et l'inscription de ladite somme, selon les montants indiqués, au chapitre suivant de la partie dépenses dudit budget:

Chap. 35520 «Dépenses pour la souscription d'actions de la S.p.A. Centrale Laitière d'Aoste.»
500 000 000 L ;

Chap. 72610 «Gestion des fonds de la bourse d'études Bianco Levrin et Colotto.» 160 000 000 L ;

2) La présente délibération est publiée, par extrait, au Bulletin officiel de la Région, aux termes du cinquième alinéa de l'article 42 de la loi régionale n° 90 du 27 décembre 1989, modifiée par la loi régionale n° 16 du 7 avril 1992.

Deliberazione 8 marzo 1999, n. 625.

Riassegnazione in bilancio di somme eliminate dal

– «Direction de la voirie» :

Chap. 21205
Détail 7862 (n.i.)
Obj. 182003

«Approbation du plan d'intervention FRIO visé à la LR n° 51/1986 modifiée, pour la période 1994/1996 et liquidation des subventions relatives aux frais de conception aux collectivités locales concernées – Réalisation d'un parc de stationnement public à Vesan-Dessus» – DG n° 3075 du 15 avril 1994

2 500 000 L ;

3) Les mandats de paiement y afférents sont émis, pour le montant réclamé par les créanciers, suivant les modalités établies par les délibérations d'engagement de dépense originaires ;

4) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région aux termes du cinquième alinéa de l'article 42 de la loi régionale n° 90 du 27 décembre 1989 modifiée par la loi régionale n° 16 du 7 avril 1992.

Deliberazione 8 marzo 1999, n. 624.

Prelievo di somma dal fondo di riserva di cassa per l'anno 1999.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1) di approvare il prelievo della somma di lire 660.000.000 (seicentosessantamila) dallo stanziamento iscritto al capitolo 69440 («Fondo di riserva di cassa») del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1999, che presenta la necessaria disponibilità, destinando la stessa ad integrazione dei sottoelencati capitoli di spesa per l'importo a fianco di ognuno indicato:

Cap. 35520 «Spese per la sottoscrizione di titoli azionari della S.p.A. Centrale Laitière d'Aoste»
L. 500.000.000;

Cap. 72610 «Gestione fondi della borsa di studio Bianco Levrin e Colotto» L. 160.000.000;

2) di disporre, ai sensi dell'art. 42, comma 5°, della legge regionale 27 dicembre 1989, n. 90, come modificata dalla legge regionale 7 aprile 1992, n. 16, che il presente atto sia pubblicato per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione.

Délibération n° 625 du 8 mars 1999,

portant réaffectation de sommes éliminées du compte des

conto dei residui passivi per perenzione amministrativa e reclamate dai creditori con prelievo dal fondo di riserva.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1) di approvare, sia in termini di competenza che in termini di cassa, le seguenti variazioni alla parte Spesa del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1999:

in diminuzione

Cap. 69380	«Fondo di riserva per la riassegnazione in bilancio di residui perenti agli effetti amministrativi (Spese correnti).»	L. 2.256.690;
Cap. 69400	«Fondo di riserva per la riassegnazione in bilancio di residui perenti agli effetti amministrativi (Spese di investimento).»	L. 145.313.850;
	Totale in diminuzione	<u>L. 147.570.540;</u>

in aumento

Cap. 20620	«Contributi ai comuni per la costituzione di un patrimonio comunale immobiliare.»	L. 83.185.000;
Cap. 21160	«Spese per il recupero funzionale di sentieri e la valorizzazione delle connesse preesistenze infrastrutturali a valere sul fondo regionale investimenti occupazione.»	L. 1.440.000;
Cap. 21165	«Spese per il recupero a funzioni pubbliche di fabbricati di enti locali di interesse storico, artistico o ambientale a valere sul fondo regionale investimenti occupazione.»	L. 53.313.710;
Cap. 40720	«Spese per l'organizzazione e la manutenzione della rete regionale di radiocomunicazioni per la protezione civile.»	L. 8.815.140;
Cap. 47806	«Contributi per iniziative e manifestazioni economiche e per il potenziamento delle attività economiche.»	L. 816.690;
	Totale in aumento	<u>L. 147.570.540;</u>

2) di riprodurre gli impegni di spesa dichiarati perenti, per l'importo reclamato dai creditori, sui competenti capitoli di

restes à payer pour péremption administrative et réclamées par les créanciers. Prélèvement de crédits du fonds de réserve.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1) Sont approuvées, au titre de l'exercice budgétaire et des fonds de caisse, les rectifications de la partie dépenses du budget prévisionnel 1999 de la Région mentionnées ci-après :

Diminution

Chap. 69380	«Fonds de réserve pour la réaffectation de sommes résiduelles périmées à des fins administratives (dépenses ordinaires)»	2 256 690 L ;
Chap. 69400	«Fonds de réserve pour la réaffectation de sommes résiduelles périmées à des fins administratives (dépenses d'investissement)»	145 313 850 L ;
	Total diminution	<u>147 570 540 L ;</u>

Augmentation

Chap. 20620	«Subventions aux communes pour la constitution de leur patrimoine immobilier»	83 185 000 L ;
Chap. 21160	«Dépenses financées par le Fonds régional d'investissements-emploi pour la remise en état de sentiers et la valorisation des infrastructures y afférentes»	1 440 000 L ;
Chap. 21165	«Dépenses financées par le Fonds régional d'investissements-emploi pour la réhabilitation à des fins d'usage public de bâtiments d'intérêt historique, artistique ou environnemental appartenant à des collectivités locales»	53 313 710 L ;
Chap. 40720	«Dépenses pour l'organisation et l'entretien du réseau régional de radiocommunication du service de la protection civile»	8 815 140 L ;
Chap. 47806	«Subventions pour des initiatives et des manifestations économiques et pour le renforcement des activités économiques»	816 690 L ;
	Total augmentation	<u>147 570 540 L ;</u>

2) Les engagements de dépense déclarés périmés sont reportés, pour le montant réclamé par les créanciers, sur les

bilancio secondo il sottoriportato elenco che costituisce aggiornamento degli interventi di cui all'allegato al provvedimento di Giunta n. 2 dell'11 gennaio 1999 concernente l'approvazione del bilancio di gestione per l'anno 1999 e per il triennio 1999/2001, con attribuzione alle strutture dirigenziali di quote di bilancio e degli obiettivi gestionali correlati e di disposizioni applicative:

– «Ufficio di Gabinetto»:

Cap. 20620

Rich. 7863 (n.i.)

Ob. 010013 (n.i.) Contributo all'amministrazione comunale di Pré-Saint-Didier per l'acquisizione di immobili da destinare al completamento dell'area sportiva, ai sensi della l.r. 27 giugno 1986, n. 27 – DC n. 1717/X del 20.12.1995 L. 83.185.000;

– «Servizio interventi operativi»:

Cap. 40720

Rich. 7864 (n.i.)

Ob. 032104 (n.i.) Intervento di riparazione della strumentazione della rete regionale – servizi di radio-comunicazioni – da parte della ditta SIAE microelettronica S.p.A. – PD. n. 4639 del 26.11.1996 L. 8.815.140;

– «Servizio incentivi ai consorzi ed alle imprese artigiane»:

Cap. 47806

Rich. 7865 (n.i.)

Ob. 132302 (n.i.) Contributo alla cooperativa «Trousseau ancien a r.l. in liquidazione coatta amministrativa», ai sensi della l.r. n. 31/1993 – PD. n. 6958 del 14.12.1998 L. 816.690;

– «Direzione forestazione»:

Cap. 21160

Rich. 7866 (n.i.)

Ob. 162003 Spese per la realizzazione di interventi inclusi nei programmi FRIO per il triennio 1991/93 – Ripristino sentieri in Pollein – DG. n. 645 del 28.01.1994 L. 1.440.000;

– «Servizio beni architettonici e storico artistici»:

Cap. 21165

Rich. 7867 (n.i.)

Ob. 121204 Interventi FRIO di cui alla l.r. 51/1986 – Ristrutturazione fabbricato casa Grassy nel comune di La Salle – DG. n. 3971 del 23.04.1993 L. 53.313.710;

3) di ordinare l'emissione dei relativi mandati di pagamento, per l'importo reclamato dai creditori, secondo le

chapters compétents selon la liste ci-dessous, qui vaut mise à jour des interventions visées à l'annexe de la délibération du Gouvernement régional n° 2 du 11 janvier 1999 portant adoption du budget de gestion 1999 et du budget pluriannuel 1999/2001, attribution aux structures de direction des crédits et des objectifs de gestion y afférents et approbation de dispositions d'application :

– «Cabinet de la Présidence» :

Chap. 20620

Détail 7863 (n.i.)

Obj. 010013 (n.i.) «Subvention en faveur de l'Administration communale de Pré-Saint-Didier au titre de l'acquisition d'immeubles pour l'achèvement de l'aire sportive, au sens de la LR n° 27 du 27 juin 1986» – DC n° 1717/X du 20 décembre 1995 83 185 000 L ;

– «Service des opérations de secours» :

Chap. 40720

Détail 7864 (n.i.)

Obj. 032104 (n.i.) «Réparation des équipements du réseau régional – services de télécommunication – par la société SIAE microelectronica SpA» – AD n° 4639 du 26 novembre 1996 8 815 140 L ;

– «Service des aides aux consortiums et aux entreprises artisanales» :

Chap. 47806

Détail 7865 (n.i.)

Obj. 132302 «Subvention accordée à la coopérative «Trousseau ancien a r.l.», en liquidation administrative, au sens de la LR n° 31/1993» – AD n° 6958 du 14 décembre 1998 816 690 L ;

– «Direction des forêts» :

Chap. 21160

Détail 7866 (n.i.)

Obj. 162003 «Dépenses afférentes à la réalisation des actions visées aux plans FRIO pour la période 1991/1993 – Réaménagement de sentiers à Pollein» – DG n° 645 du 28 janvier 1994 1 440 000 L ;

– «Service des biens architecturaux, historiques et artistiques» :

Chap. 21165

Détail 7867 (n.i.)

Obj. 121204 «Actions afférentes aux plans FRIO visés à la LR n° 21/1986 – Rénovation de la maison Grassy, dans la commune de La Salle» – DG n° 3971 du 23 avril 1993 53 313 710 L ;

3) Les mandats de paiement y afférents sont émis, pour le montant réclamé par les créanciers, suivant les modalités

modalità stabilite dalle deliberazioni di impegno originarie;

4) di disporre, ai sensi dell'art. 42, comma 5°, della legge regionale 27 dicembre 1989, n. 90, come modificata dalla legge regionale 7 aprile 1992, n. 16, che il presente atto sia pubblicato per estratto nel Bollettino Ufficiale della Regione.

Deliberazione 8 marzo 1999, n. 675.

Approvazione di disposizioni per una organizzazione omogenea della certificazione di idoneità all'attività sportiva agonistica di cui al D.M. 18.02.1982, dei fac-simile di certificati e del libretto sanitario sportivo.

LA GIUNTA REGIONALE

Omissis

delibera

1) tutti gli atleti che praticano attività sportiva in forma agonistica ai sensi del D.M. 18.02.1982 si avvalgono del sistema di certificazione secondo l'organizzazione e la procedura di cui alla presente deliberazione;

2) agli accertamenti diagnostici ed alle visite mediche di selezione e di controllo periodico per il rilascio della certificazione di idoneità all'attività sportiva agonistica provvedono, sulla base dei piani annuali preventivi delle prestazioni, le strutture private accreditate ai sensi della deliberazione n. 4021 in data 09.11.1998 e quelle autorizzate a svolgere attività certificatoria;

3) le attività e le procedure per la certificazione della pratica sportiva agonistica osservano quanto stabilito nella indicazione, elaborata dal Servizio regionale competente d'intesa con il C.O.N.I., di cui all'allegato A) che forma parte integrante della presente deliberazione;

4) di approvare la modulistica, come da allegati B) e C) che diventano parti integranti della presente deliberazione, per la certificazione di idoneità e non idoneità alla pratica sportiva agonistica, conforme agli schemi approvati con decreto ministeriale 18.02.1982, composta da matrice e figlia e numerata progressivamente, consegnata dall'U.S.L. a tutte le strutture e i soggetti accreditati, ai sensi della deliberazione n. 4021 in data 09.11.1998 e a quelli autorizzati;

5) di approvare lo schema fac-simile del libretto sanitario come da allegato D) che diventa parte integrante della presente deliberazione;

6) di stabilire che le età di riferimento per l'accertamento dell'idoneità per le varie discipline coincidono con quelle regolamentari di ogni federazione ed ente di promozione sportiva;

établies par les délibérations d'engagement de dépense originaires ;

4) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région aux termes du cinquième alinéa de l'article 42 de la loi régionale n° 90 du 27 décembre 1989 modifiée par la loi régionale n° 16 du 7 avril 1992.

Délibération n° 675 du 8 mars 1999,

portant approbation de dispositions en vue d'une organisation homogène des modalités de certification de l'aptitude à la pratique du sport de compétition, au sens du DM du 18 février 1982, des fac-similés des certificats y afférents et du livret sanitaire sportif.

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

délibère

1) Tous les sportifs qui pratiquent des sports de compétition au sens du DM du 18 février 1982 font appel au système de certification dont l'organisation et les procédures sont visées à la présente délibération ;

2) Les examens à visée diagnostique et les visites médicales de sélection et de contrôle périodique en vue de la délivrance du certificat d'aptitude à la pratique du sport de compétition sont exercés, conformément à la planification annuelle des prestations, par les structures privées accréditées au sens de la délibération du Gouvernement régional n° 4021 du 9 novembre 1998 et par les structures autorisées à délivrer des certificats ;

3) Les activités et les procédures pour la certification de l'aptitude à la pratique du sport de compétition doivent respecter les dispositions visées à l'annexe A) de la présente délibération, dont elle fait partie intégrante, établies de concert par le service régional compétent et le CONI ;

4) Les formulaires visés aux annexes B) et C) faisant partie intégrante de la présente délibération, destinés à la certification de l'aptitude ou de la non aptitude à la pratique du sport de compétition, sont approuvés. Lesdits formulaires sont établis conformément aux schémas adoptés par le décret ministériel du 18 février 1982 et se composent d'un talon et d'un volant ; numérotés par ordre progressif, ils sont remis par l'USL aux structures et aux sujets accrédités, au sens de la délibération du Gouvernement régional n° 4021 du 9 novembre 1998, ainsi qu'aux structures autorisées ;

5) Le fac-similé du livret sanitaire visé à l'annexe D) de la présente délibération, dont elle fait partie intégrante, est approuvé ;

6) Les âges auxquels il est procédé à la vérification de l'aptitude à la pratique du sport de compétition sont établis, pour les différents sports, par les règlements de chaque fédération ou organisme de promotion sportive ;

7) per i minori che praticano l'attività sportiva agonistica la relativa certificazione di idoneità o non idoneità, rilasciata da strutture accreditate e che hanno stipulato accordi con l'U.S.L. è gratuita e la relativa spesa è a carico dell'U.S.L.;

8) di stabilire che il compenso che l'U.S.L. deve corrispondere ai soggetti accreditati per l'attività di certificazione dell'idoneità alla pratica sportiva agonistica non può superare la spesa onnicomprensiva di lire 50.000 per ogni certificato rilasciato;

9) di confermare le tariffe stabilite con provvedimento dirigenziale n. 273, in data 28.01.1997 rispettivamente di lire 50.000 per gli atleti minori che effettuano le visite presso servizi o studi medici non accreditati e che non abbiano stipulato accordi con l'U.S.L. e di lire 70.000 per gli atleti con maggiore età;

10) di stabilire che il pagamento del ticket per gli accertamenti ulteriori, che non rientrano tra gli esami previsti dalle tabelle A) e B) di cui al D.M. 18.02.1982 per l'accertamento dell'idoneità richiesti dal medico specialista che ha effettuato la visita, sia a carico dello sportivo;

11) di stabilire che per il monitoraggio sistemico regionale dei soggetti abilitati alla pratica sportiva agonistica suddiviso per tipologia di sport, per età e per sesso la Regione si avvale del C.O.N.I. della Valle d'Aosta;

12) di rinviare a successive deliberazioni:

- l'istituzione dell'anagrafe degli specialisti titolari della funzione in materia di rilascio della certificazione di idoneità alla pratica sportiva agonistica;
- l'individuazione delle strutture accreditate;
- l'istituzione dell'osservatorio epidemiologico regionale delle patologie che precludono l'esercizio dell'attività sportiva agonistica o che da questo ne conseguono;

13) di rinviare a successivi provvedimenti dirigenziali l'erogazione del finanziamento all'U.S.L. per la copertura delle spese derivanti dall'effettuazione delle visite di idoneità all'attività sportiva agonistica dei minori, dando atto che lo stesso rientra nel finanziamento globale di cui alla deliberazione n. 350 dell'8 febbraio 1999 e che con provvedimento dirigenziale n. 758 in data 19 febbraio 1999 si è trasferito, in attesa dell'approvazione del bilancio pluriennale di previsione e del bilancio preventivo per l'anno 1999 all'U.S.L. un primo finanziamento di L. 53.000.000 pari ai 4/12 dell'80% dell'importo complessivo di lire 200.000.000;

14) di stabilire che l'Unità Sanitaria Locale, nell'ambito dell'Area Territoriale, deve assicurare la gestione amministrativa della procedura di cui agli allegati A) B) e C) della presente deliberazione;

15) di trasmettere la presente deliberazione all'Unità Sanitaria Locale per provvedimenti di propria competenza;

7) Le certificat d'aptitude ou de non aptitude à la pratique du sport de compétition est délivré gratuitement aux mineurs par les structures accréditées ou conventionnées avec l'USL ; la dépense y afférente est prise en charge par cette dernière ;

8) La somme que l'USL doit verser aux sujets accrédités pour la délivrance du certificat d'aptitude à la pratique du sport de compétition ne peut être supérieure à 50 000 L par certificat ;

9) Les tarifs fixés par l'acte du dirigeant n° 273 du 28 janvier 1997 – 50 000 L pour les sportifs mineurs et 70 000 L pour les sportifs majeurs – au titre des visites subies dans des services ou des études médicaux non accrédités et n'ayant pas passé de conventions avec l'USL, sont maintenus ;

10) Le paiement des tickets modérateurs afférents aux investigations complémentaires, requises par le médecin spécialiste ayant effectué la visite et non comprises parmi les examens visés aux tableaux A) et B) du DM du 18 février 1982 pour la vérification de l'aptitude à la pratique du sport de compétition, sont à la charge du sportif ;

11) La Région fait appel au CONI de la Vallée d'Aoste pour assurer le suivi systématique – réparti par type de sport, par âge et par sexe – des personnes ayant obtenu le certificat d'aptitude à la pratique du sport de compétition ;

12) Les mesures ci-après feront l'objet de délibérations ultérieures :

- Institution du Registre des spécialistes chargés de délivrer le certificat d'aptitude à la pratique du sport de compétition ;
- Établissement de la liste des structures accréditées ;
- Institution de l'Observatoire épidémiologique régional des maladies constituant un obstacle à la pratique du sport de compétition ou qui en découlent ;

13) La liquidation de la somme accordée à l'USL en vue de la couverture des frais afférents aux visites des mineurs aux fins de la délivrance du certificat d'aptitude à la pratique du sport de compétition – qui fait partie du financement global visé à la délibération du Gouvernement régional n° 350 du 8 février 1999 – fera l'objet d'actes ultérieurs du dirigeant. Dans l'attente de l'approbation du budget prévisionnel pluriannuel et du budget prévisionnel 1999, il a été procédé, par l'acte du dirigeant n° 758 du 19 février 1999, au virement à l'USL d'un premier financement de 53 000 000 L, équivalant à 4/12 de 80% du montant global de 200 000 000 L ;

14) L'Unité sanitaire locale, dans le cadre de l'Aire territoriale, doit se charger de la gestion administrative de la procédure visée aux annexes A), B) et C) de la présente délibération ;

15) La présente délibération est transmise à l'Unité sanitaire locale pour que cette dernière adopte les mesures de son ressort ;

16) di stabilire che la presente deliberazione sia pubblicata sul bollettino ufficiale della Regione.

Allegato A) alla deliberazione della Giunta regionale n. 675 in data 08.03.1999

Nuova procedura per la certificazione di idoneità all'attività sportiva agonistica

L'Unità Sanitaria Locale provvede alla stampa dei blocchetti dei certificati, come da schema allegato alla presente deliberazione, da distribuire alle strutture individuate per la certificazione di idoneità all'attività sportiva. Ogni certificato sarà prestampato in quattro copie, conterà di una matrice e sarà di colore rosso se trattasi di riconoscimento dell'idoneità; in cinque copie, conterà di una matrice e sarà di colore verde per il riconoscimento di non idoneità.

L'U.S.L. fornisce i libretti sanitari in bianco, come da schema allegato alla presente deliberazione, con relative custodie di plastica trasparente, al C.O.N.I. che li consegna alle Società sportive a seguito dell'invio da parte di queste degli elenchi dei nuovi tesserati.

Le Società consegnano il libretto sanitario all'atleta che deve sottoporsi a visita.

A seguito dell'effettuazione della visita viene compilato in ogni sua parte il certificato, una copia consegnata all'atleta, una inviata al CONI, una rimane al medico che ha effettuato la visita ed una inviata all'U.S.L..

Nel caso in cui non venga riconosciuta l'idoneità alla pratica sportiva di un determinato sport, il relativo certificato, con l'indicazione della diagnosi che ha motivato l'esito negativo, è inviato, entro cinque giorni dalla data del rilascio, all'interessato e all'Assessorato alla Sanità, Salute e Politiche sociali. Alla Società sportiva, all'U.S.L. e al C.O.N.I. è trasmesso invece il certificato senza indicazioni della diagnosi.

Contemporaneamente viene annotato l'esito della visita sul libretto sanitario individuale dell'atleta.

Gli atleti tesserati a più Società sportive per la pratica di discipline diverse (le quali richiedono però identica visita per la certificazione) non ripetono la visita e viene loro rilasciato, anche in tempi diversi, un duplicato del certificato (da conservarsi a cura della società sportiva) con unica scadenza annotando il tutto sul libretto sanitario e distribuendo le copie del certificato (U.S.L., C.O.N.I., ecc.) come sopra.

L'atleta consegna il certificato al Presidente della Società sportiva in questione e trattiene il libretto sanitario.

16) La présente délibération est publiée au Bulletin officiel de la Région.

Annexe A) de la délibération du Gouvernement régional n° 675 du 8 mars 1999.

Nouvelle procédure de certification de l'aptitude à la pratique du sport de compétition

L'Unité sanitaire locale procède à l'impression des carnets des certificats, réalisés suivant le schéma annexé à la présente délibération, qui seront distribués aux structures chargées de la certification de l'aptitude à la pratique du sport de compétition. Le certificat servant à attester l'aptitude à la pratique du sport de compétition sera imprimé en quatre exemplaires, aura un talon et sera de couleur rouge. Le certificat servant à attester la non aptitude à la pratique du sport de compétition sera imprimé en cinq exemplaires, aura un talon et sera de couleur verte.

L'USL transmet les livrets sanitaires à remplir, établis suivant le schéma annexé à la présente délibération, et les pochettes en plastique transparente y afférentes, au CONI, qui se chargera de les remettre aux sociétés sportives après que ces dernières lui auront envoyé les listes des nouveaux licenciés.

Lesdites sociétés confient le livret sanitaire au sportif devant subir la visite médicale.

Le certificat doit être rempli lors de la visite médicale. Des copies sont prévues, destinées au sportif, au CONI, au médecin ayant effectué la visite et à l'USL.

Si le sportif n'est pas jugé apte à pratiquer un sport donné, le certificat y afférent – portant l'indication du diagnostic ayant motivé la décision de non aptitude – est transmis, dans un délai de cinq jours à compter de la date de sa délivrance, à la personne concernée et à l'Assessorat de la santé, du bien-être et des politiques sociales. La société sportive, l'USL et le CONI reçoivent ledit certificat sans l'indication du diagnostic.

Le résultat de la visite est enregistré sur le livret sanitaire du sportif.

Les sportifs licenciés auprès de plusieurs sociétés sportives pour la pratique de plus d'un sport (pour lesquels la même visite médicale est requise) ne doivent subir qu'une seule visite médicale ; par la suite, des duplicatas du certificat ayant la même date d'expiration peuvent leur être délivrés, même à des dates différentes (la société sportive est tenue de les conserver). Le résultat de la visite doit être enregistré sur le livret sanitaire et les exemplaires dudit certificat doivent être transmis aux organismes susmentionnés (USL, CONI, etc.) suivant les modalités indiquées plus haut.

Le sportif remet le certificat au président de sa société sportive et garde le livret sanitaire.

L'U.S.L., dalla restituzione delle matrici dei blocchetti dei certificati, può controllare il numero delle visite e procedere quindi alla liquidazione dei compensi alle strutture interessate, per le visite erogate a favore dei minori.

L'Unità Sanitaria Locale fornisce mensilmente gli aggiornamenti sull'anagrafe assistibili (nuovi nati, deceduti, variazioni residenza, ecc..) al CONI necessari per la gestione dell'anagrafe sportiva.

Ecco in sintesi i vari passaggi, isolando due elementi alla volta:

Lorsque l'USL reçoit les talons des carnets de certificats, elle peut contrôler le nombre de visites effectuées et procéder ensuite à la liquidation aux structures concernées des rémunérations afférentes aux visites médicales des mineurs.

L'Unité sanitaire locale communique chaque mois au CONI les mises à jour du fichier des personnes inscrites au Service sanitaire régional (nouveau-nés, personnes décédées ou ayant changé de résidence, etc.) nécessaires à la gestion du registre des sportifs.

Voici les opérations susmentionnées présentées de manière synthétique, groupant les différents acteurs deux par deux :

AVVISI E COMUNICATI

ASSESSORATO TERRITORIO, AMBIENTE E OPERE PUBBLICHE

Avviso di deposito studio di impatto ambientale. (L.R. n. 6/1991, art. 13).

L'assessorato territorio, ambiente e opere pubbliche - direzione dell'ambiente informa che la NUOVA AUTOALPINA s.r.l. di AOSTA in qualità di proponente ha provveduto a depositare presso l'ufficio valutazione impatto ambientale lo studio di impatto ambientale relativo al progetto di realizzazione di un fabbricato commerciale in comune di CHARVENSOD.

Ai sensi del comma 4 dell'art. 13 della legge regionale n. 6/1991, chiunque può prendere visione del sopracitato studio di impatto ambientale e presentare entro il termine di 30 giorni dalla data della presente pubblicazione sul Bollettino ufficiale della Regione e/o dalla data di affissione all'Albo Pretorio del Comune territorialmente interessato, proprie osservazioni scritte alla direzione ambiente dell'assessorato territorio, ambiente e opere pubbliche, ove la documentazione è depositata.

Il Direttore
TARTAGLIONE

ATTI EMANATI DA ALTRE AMMINISTRAZIONI

Comune di FONTAINEMORE. Deliberazione 16 dicembre 1998, n. 44.

Approvazione variante non sostanziale al PRGC per soppressione tracciato stradale in loc. Mont Marlet.

IL CONSIGLIO COMUNALE

Omissis

delibera

1) di dare atto che non sono pervenute osservazioni sulla presente variante al PRGC.

2) di approvare ai sensi dell'art. 16 della L.R. 06.04.1998, n. 11 la variante n. 2 al Piano regolatore generale adottata con propria deliberazione in premessa citata di cui agli elaborati tecnici che allegati alla presente ne costituiscono parte integrante e sostanziale.

AVIS ET COMMUNIQUÉS

ASSESSORAT DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES OUVRAGES PUBLICS

Avis de dépôt d'une étude d'impact sur l'environnement. (L.R. n° 6/1991, art. 13).

L'assessorat du territoire, de l'environnement et des ouvrages publics - direction de l'environnement informe que la société NUOVA AUTOALPINA de Charvensod en sa qualité de proposant a déposé au bureau d'appréciation de l'impact sur l'environnement une étude d'impact concernant le projet de réalisation d'un centre commercial, commune de CHARVENSOD.

Aux termes du 4^e alinéa de l'art. 13 de la loi régionale n° 6/1991, toute personne est en droit de prendre vision de l'étude d'impact précitée et de présenter, dans les 60 jours à dater de la présente publication au Bulletin officiel de la Région et/ou de l'affichage au tableau de la Commune intéressée, ses propres observations écrites à la direction de l'environnement de l'assessorat du territoire de l'environnement et des ouvrages publics, où la documentation est déposée.

Le directeur,
Nicola TARTAGLIONE

ACTES ÉMANANT DES AUTRES ADMINISTRATIONS

Commune de FONTAINEMORE. Délibération n° 44 du 16 décembre 1998,

portant approbation de la variante non substantielle du PRGC du fait de la suppression d'un tronçon de la route à Mont-Marlet.

LE CONSEIL COMMUNAL

Omissis

délibère

1) Il est donné acte qu'aucune observation n'est parvenue au sujet de la variante du PRGC faisant l'objet du présent acte ;

2) Est approuvée, aux termes de l'art. 16 de la loi régionale n° 11 du 6 avril 1998, la variante n° 2 du plan régulateur général, adoptée par la délibération du Conseil communal visée au préambule et se composant des documents techniques ci-joints, qui constituent partie intégrante et substantielle de la présente délibération.